

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,
Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero.

Du Vendredi 25 Février 1791.

Les Numéros du vrai *Ami du peuple* accaparés par les émissaires du club monarchique. — Légereté, ou stupidité, ou malignité démontrée de ceux qui accusent *l'Ami du peuple* d'être vendu aux calottins, qu'il a si bien habillé. — Menées artificieuses du comité de constitution, pour retarder le décret sur les émigrans de la famille royale. — Galimathias et fausses maximes du projet de décret.

Avant hier, deux cens inconnus se sont présentés au bureau de l'éditeur de *l'Ami du peuple* pour acheter le Numéro du jour, l'un en demandoit vingt douzaines, l'autre trente : la patriote chargée de la

distribution, ayant vu le piège, a servi ses pratiques de préférence ; malgré ses soins, plus de trois mille exemplaires ont été accaparés, sans doute pour être détruits.

Les ennemis de la révolution qui dépensent l'impossible pour tacher de contrebalancer l'influence de cette feuille patriotique, ne sachant quel reproche faire à l'auteur, ont cherché depuis quelque tems à tourner contre lui ses efforts continuels à déjouer les complots du général chef des conspirateurs, pour arracher la patrie aux malheurs dont elle est le plus menacée ; ils lui ont fait un crime de ce qu'il ne s'amuse pas à accabler le *clergé*, qui depuis long-tems ne donneroit plus aucun signe de vie, si l'assemblée nationale et le roi n'avoient pris à tâche d'en protéger les membres factieux : ils m'ont donc accusé de garder le silence sur son compte et de lui être *venu*. Cette inculpation ridicule, tant de fois publiée par Languedoc, dit Estienne, est propagée avec zèle par les complices de ce mouchard, voleur et assassin du divin Mottié, en a imposé aux ignorans qui me lisent et aux ignorans qui ne me lisent pas : de sorte que je suis assailli de lettres qui me sollicitent de me justifier. Quelques écrivains patriotes, mais irréfléchis, se sont laissé aller aux calomnies des ennemis de la révolution. Celui du journal du F. St. A. a même poussé le ridicule jusqu'à me presser de rompre un silence suspect. » L'Ami du peuple, dit-il, paroît être victime de son patriotisme. On nous dit souvent qu'il étoit payé » ou par le duc d'Orléans, ou par les nobles, ou par les parlementaires, ou par les calotins : nous n'en croyons rien ; et cependant nous l'invitons à » parler un peu sur le clergé qu'il a l'air de menacer. » — Voilà des ou très-plaisans : vous ignorez donc qui me paye, scribes, si bien informés. Si vous êtes instruits (1), si vous vous donnez même la

(1) C'est une plaisante chose que le métier de journaliste parmi nous. Un bonhomme qui aura ri-

peine de prendre des informations auprès des gens éclairés, vous sauriez qu'en janvier 1789, tandis qu'on ne songeoit encore qu'à la réforme des finances, j'osai le premier porter mes vues sur celle de tous les abus du gouvernement, et proposer les grandes loix qui pouvoient amener le regne de la justice et de la liberté. Je fis voir que la nation seroit esclave tant qu'elle n'auroit pas recouvré le souverain pouvoir. Je demandai que la première loi de l'état fut de décréter qu'au peuple seul appartient la puissance législative. J'y traçai le tableau des iniquités des parlemens et des autres tribunaux prévaricateurs; puis désespérant de parvenir jamais à réformer ces corps pourris, je proposai de les anéantir et de les remplacer par les jurés.

Je fis ensuite la peinture de l'effroyable débordement des mœurs du clergé; et bien convaincu que l'opulence des gros bénéficiers étoit l'unique cause de leur vie scandaleuse, je proposai de leur retrier les biens de l'église, dont ils faisoient un si mau-

maillé quelque sottise, ou fourni un méchant article à la gazette, ne sachant que devenir, se met à tenter la fortune en faisant un journal. Le cerveau vuide, sans connoissance, sans idées, sans vues, il s'en va dans un café recueillir les bruits courans, les inculpations des ennemis publics, les plaintes des patriotes, les lamentations des infortunés; il rentre chez lui la tête pleine de tout ce fatras, qu'il couche sur le papier et qu'il porte à son imprimeur pour en regaler le lendemain les sots, qui ont la bêtise de l'acheter. Voilà le tableau des dix-neuf vingtièmes de ces Messieurs. Ah, mes amis, au lieu de perdre le tems à ce ridicule métier, que ne vous réunissez-vous sur la place publique pour rassembler les indigens, vous mettre à leur tête, et aller forcer l'assemblée, qui s'est emparée du bien des pauvres pour payer les sangsues de l'état: de vous donner du pain, si vous ne trouvez pas à en gagner avec vos bras.

vais usage , pour les partager entre les pauvres laborieux auxquels ils appartiennent de droit. J'allai plus loin , je proposai l'anéantissement du haut clergé , des moines , des prêtres sans fonctions ; et la réduction des ministres des autels aux seuls curés et vicaires , en invitant d'améliorer leur sort. Ces faits sont consignés dans mon *plan de constitution* , dans *l'offrande à la patrie et son supplément*. C'est d'après ces vues qu'ont été rédigés tous les cahiers du tiers-états ; elles ont été consacrées la plupart par les décrets du législateur ; et c'est moi que des ignorans accusent sur la foi des fripons d'avoir menagé les calotins hypocrites , avides , fourbes , insolens , fainéans , libertins scandaleux ! Et c'est moi que des imbécilles accusent d'être vendus à des prélats , à des abbés et à des chanoines infâmes , dont j'ai demandé l'anéantissement.

Ce n'est pas tout. Le premier en France , j'ai osé suivre d'un œil inquiet les opérations du législateur , les examiner au tribunal de la raison et de la justice , censurer hautement celles qui blessent les droits de la nation et des citoyens , remonter à la source de nos malheurs , et proposer , comme le seul remède à nos maux , d'exclure de l'assemblée nationale LES PRÉLATS , LES BÉNÉFICIERES , les nobles , les financiers , les parlementaires , les pensionnaires royaux , les officiers de troupes de ligne et les créatures du cabinet ; ces gens ne pouvant que vous perdre , car étant nos mortels ennemis avant la prise de la Bastille , ils ne pouvoient être devenus nos amis quelques heures après.

Des lors , j'ai demandé cent fois que les députés DU CLERGE et de la noblesse fussent expulsés du sénat de la nation , non seulement comme n'ayant aucun droit d'y sieger en qualité de représentans d'ordres qui n'existent plus ; mais comme des ennemis mortels de la révolution , qu'il étoit impossible de rendre patriotes , bons citoyens et gens de bien.

J'ai demandé qu'à ces titres , ils fussent exclus du tribunal d'état , des municipalités , des sociétés patriotiques.

J'ai déploré cent fois que le peuple eut laissé échapper l'occasion favorable que présenterent le 14 juillet et le 6 octobre, pour les chasser du sénat : comme on le voit en parcourant la collection de *l'Ami du peuple*, dans le nombre des numéros que je pourrois citer, je me borne aux 29, 91, 132, 139, 173, 180, 182, 190, 204, 213, 217, 238, 239, 260, 261, 312, 314, 324.

Quand les chevaux seront dehors, les traitres fermeront l'écurie.

Les beguines fugitives, arrêtées à Moret, ont présenté un passeport du roi, contresigné par le ministre des affaires étrangères, portant permission d'aller à Rome, et un passeport de l'administration municipale portant permission de voyager dans l'intérieur du royaume, c'est-à-dire jusqu'à la frontière, pour ne pas avoir l'air de favoriser leur évasion, à laquelle la commune avoit demandé qu'on s'opposât. La municipalité de Moret ayant jugé convenable de ne pas les laisser poursuivre leur route avant d'avoir pris les ordres de l'assemblée, une compagnie de chasseurs de Lorraine, à force les portes de la maison de ville, le sabre à la main, et protégé leur fuite, comme il résulte du rapport de M. Pettion, M. Reubel a d'abord observé que le passeport avoit été accordé par les ministres contre les dispositions d'une loi qui n'a pas été abrogée. Il a remarqué ensuite que la force a été déployée sans aucune réquisition légale, et contre l'esprit de la loi qui a fixé constitutionnellement les différens pouvoirs. Enfin il a observé que la constitution a été violée, que les lois de l'état ont été mises en oubli, et les pouvoirs confondus, si vous permettez, disoit-il, que les troupes armées agissent contre la loi, et sans réquisition légale, déchirés votre constitution, vous n'êtes plus libres. Il a conclu en demandant le renvoi de l'affaire aux comités des recherches et de constitution réunis.

Sortes de déclamations, trop tardives complaintes : hélas, les peres conscrits le savent bien que nous

ne sommes pas libres, et ils ne demandent pas mieux que de déchirer la constitution, si tant est qu'elle les gêne encore, après toutes les précautions qu'il ont prises pour rétablir légalement le despotisme, en remettant tous les ressorts de l'autorité dans les mains du roi. Ici j'observe que c'est le patriote Louis XVI, qui a délivré le passeport pour Rome, et qui a commandé les chasseurs de Lorraine pour favoriser la fuite de ses tantes. D'après cela, n'avoit-il pas bonne grace de jouer le surpris lorsqu'il a informé l'assemblée de leur évafion? J'observerai encore que c'est le patriote Montmorin qui a signé le passeport, et le patriote Duportail qui a signé l'ordre aux chasseurs : d'où je conclus que la nation est jouée par le roi et ses ministres. Et puis fiez vous à des patriotes de cette espece. Laissez les faire, ils vous mèneront loin, tout en vous bernant de belles protestations. Ainsi vient d'en agir Renard Renaud, lequel pour faire aller en fumée les plaintes de la municipalité de Moret, a proposé de prier le roi d'envoyer des commissaires au département pour prendre des informations.

Enfin M. d'Aiguillon est venu proposer que le Sr. Montmorin fut tenu de rendre compte des ordres donnés de faire résistance, et par qui ils ont été donnés. Motions qui toutes ont été adoptées par l'assemblée, toujours prête à amuser les sots. Or, voici ce qui arrivera infailliblement. Ou l'affaire restera ensévelie dans la poussiere du comité des recherches, ou elle n'en sortira que dénaturée, et il résultera en dernière analyse que les municipaux de Moret sont des visionnaires que les chasseurs se sont conduits très-honnêtement avec eux, que la crainte leur a fait prendre pour des menaces et des voies de fait quelques propos et quelques gestes insignifiants de ces mesrieurs, un peu gais, attendu qu'ils venoient de se rafraichir : enfin, que ces messieurs les chasseurs de Lorraine, excellens patriotes, n'ont été donnés à Mesdammes que pour les défendre des aristocrates et des voleurs.

Au lieu de s'amuser à des sornettes, les représentans fideles de la nation, si toutefois elle en a encore quelques uns, devoient demander que le procès fut fait à Montmorin pour avoir favorisé la fuite des tantes du roi, en siguant leur passeport contre le vœu de la nation, et en prévenant le décret qui auroit réglé sa conduite; à Duportail pour avoir commandé aux chasseurs de faire résistance; motion qu'auroit dû couronner celle du renvoi des régimens étrangers au service de France, tous ennemis mortels de la révolution, et tous prêts à remettre le peuple à la chaîne.

Enfin est arrivé paillasse chapelier. Ne croyez pas » Mrs. a-t-il dit, que je vous apporte un décret » de circonstance : non, la loi que vous allez porter est la sauve-garde de votre constitution, sans » elle il n'y auroit point de liberté pour vous, il » faudroit tôt ou tard reprendre des chaînes : car » si les priuces de la famille royale ont de grands » privileges, ils ont de grands devoir. C'est à vous » a fixer les uns et les autres ».

Voici donc le projet de décret.

» Tout fonctionnaire public sera tenu a résidence, » à peine de destitution.

» L'héritier présomptif du trône pourra voyager » dans l'intérieur du royaume, en vertu d'une simple permission du roi, et dans l'étranger en vertu » d'un décret sanctionné. Pendant sa minorité, celui » qui le suivra immédiatement dans l'ordre de la » succession sera également fournis à la résidence » a peine de déchéance de son droit au trône ».

» Les citoyens qui dans les momens de danger, » abandonnent la chose publique, sont des traîtres » ou des lâches. Ils ne peuvent plus prétendre ni » aux bienfaits de la nation ni à la protection de » leurs propriétés.

Mons Chapelier, vous êtes un perfide, comme vos confreres les constitutifs. Ce projet de décret est si bien de circonstance, qu'on le croiroit fait contre *Monsieur*, de tous les princes le moins remuant, quoiqu'un peu jésuite : car il ne statue rien sur d'Artois, rien sur Condé, rien sur Bourbon, et il ne porte aucune peine contre le refractaire héritier du trône. Descorte qu'avec ce beau décret les choses resteroient sur le pied où elles sont, jusqu'à ce qu'il plaise à providence de venir à notre secours. Je somme ici les Lameth, Péthion, Robespierre, Reubel, Barnave, d'Aiguillon, Menou, Crancé, sous peine d'être réputés lâches mandataires, de faire décréter : que tout individu de la famille royale et tout autre citoyen, qui fera des enrôlemens illicites et suspects, soit au-dedans, soit au-dehors de l'état, sera réputé conspirateur et puni comme tel.

Que d'Artois, Condé et Bourbon seront sommés de rentrer en France, dans l'intervalle de quinze jours, après le décret qui sera accepté dans la journée, sous peine d'être déclarés traitres à la patrie, déchus de toute prétention à la couronne, et dépouillés de leurs biens au profit de leurs créanciers et de leurs héritiers.

Que tout fugitif propriétaire terrien, que ne rentrera pas dans le délai de six semaines après le décret, déclaré déchu de son droit de citoyen, et dépouillé de ses biens au profit de ses créanciers et de ses héritiers.

Que les tantes du roi seront sommées de rentrer dans le royaume, sous les mêmes peines.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.